

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 18 (1877), p. 197-199

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__197_0

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 8. — AOUT 1877.



I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 23 JUIN 1877.

La séance est ouverte à quatre heures sous la présidence de M. E. Levasseur.
Le procès-verbal est lu et adopté.
Les ouvrages suivants sont offerts à la Société.

ITALIE { *Mouvement de l'état civil* (1875).
 { *Navigation des ports*. 1876. 1^{re} partie.
SUISSE { *Journal de statistique suisse*. 1877. 1^{er} trimestre.
ROUMANIE . . . { *Statistique judiciaire*. 1872.
FRANCE { *La Tempérance*. 1877. N° 2.

M. WILSON, député, dont la candidature avait été présentée à la dernière séance, est nommé membre titulaire de la Société. Le titre de membre correspondant est décerné à M. LEBON, chef de bureau de la statistique au ministère de l'intérieur, à Bruxelles.

M. LUNIER demande que le dernier numéro paru du journal puisse être mis à la disposition des membres présents, au moment de la séance, et il exprime le vœu que dans ce but le journal pût paraître dans les premiers jours de chaque mois et non vers le 20, comme cela a lieu actuellement. Le secrétaire général promet de faire, à cet égard, les démarches nécessaires.

A l'occasion de la prochaine Exposition universelle, M. Bertillon donne lecture du programme de la Société d'anthropologie, et demande le concours des membres de la Société de statistique en ce qui concerne la section relative aux sciences démographiques dont il est le délégué (1).

M. LUNIER rappelle que la Société de statistique de Paris doit également figurer à l'Exposition. Il expose l'avantage qu'il y aurait pour ceux de nos collègues qui voudraient exposer, à exécuter leurs travaux graphiques sur des cartes d'un modèle uniforme et d'une dimension assez grande pour être étudiées à une certaine dis-

(1) Le programme de cette section a été inséré dans le numéro de juillet.

tance. Il montre un spécimen de ces cartes dont chaque exemplaire pourrait être délivré à raison de 2 fr. 50 c. l'exemplaire, et il demande qu'un accord préalable intervienne pour assurer le tirage des cent premières.

M. G. RENAUD annonce qu'en sa qualité de directeur de la *Revue géographique*, il a fait dresser, pour les besoins de ce journal, des cartes en tout point semblables à celles du D^r Lunier et qu'il est en mesure d'en fournir à chacun des membres qui lui en demanderaient à un prix qui serait inférieur à 1 fr.

Cette disposition, qui a l'avantage de n'engager personne, paraît rallier les suffrages des membres présents, et il est pris acte de la promesse de M. Renaud.

M. BERTILLON demande à présenter quelques observations au sujet du dernier rapport de M. Bienaymé sur le prix Montyon de statistique à l'Académie des sciences. Deux critiques principales ont été émises par l'honorable rapporteur. La première, d'ordre purement théorique, porte sur la mesure de la mortalité, et M. Bertillon reconnaît avec lui que, dans un intervalle d'âge quelconque, la mortalité doit être mesurée par le rapport des décès de l'intervalle à la population initiale, et non, comme on le fait souvent, à la population moyenne: il ajoute qu'il avait déjà admis le bien-fondé de cette formule dans son article *Mortalité*, publié dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*.

Mais son sentiment est tout différent en ce qui concerne la seconde critique, d'après laquelle les travaux isolés de statisticiens instruits seraient préférables aux statistiques étendues qui émanent des administrations publiques. M. Bertillon partage, à cet égard, l'avis exprimé par M. Loua dans le numéro de mai de notre journal, et fait ressortir, en outre, l'inconvénient, pour le statisticien privé, d'idées personnelles dont l'influence peut se traduire à son insu dans des calculs qui reposent d'ailleurs forcément sur un très-petit nombre d'observations. Il ne nie pas d'ailleurs, les défauts des statistiques officielles, mais il est persuadé que, grâce au contrôle incessant des savants qui en font l'objet de leurs études, ces statistiques s'amélioreront de plus en plus et dans leurs moyens d'investigation aussi bien que dans leur exécution matérielle. Dans tous les cas, l'administration est seule en mesure, grâce à la puissance de ses moyens, de mener à terme de si vastes travaux.

M. le D^r LUNIER donne l'appui de sa parole aux dernières observations de M. Bertillon, et il montre par quelques exemples combien le parti pris peut fausser le résultat de certains relevés statistiques faits par des particuliers, en même temps qu'il indique avec quelles précautions il faut étudier les statistiques officielles. Il s'étend ensuite sur la question de la mortalité et échange à ce sujet quelques observations avec MM. Bertillon, Lafabrègue et Flechey. — Il est entendu, d'ailleurs, que cette importante question sera soumise, dès la reprise de ces séances, à une discussion approfondie, ce qui nous dispense d'insister sur ce point.

M. le Président résume les débats.

« Le rapport de M. Bienaymé, dans sa rigueur scientifique, exprime d'abord cette vérité, c'est que la science est la pierre de touche des faits. Préoccupé surtout de la nécessité d'observations précises, ce savant a fait remarquer qu'un statisticien privé apporte à ses travaux une ardeur toute particulière et un soin des détails qu'il n'est peut être pas possible de rencontrer au même degré dans l'œuvre de milliers d'agents presque tous irresponsables qu'emploie l'administration; mais, d'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue, comme l'a fait remarquer M. Bertillon, que les statistiques particulières sont souvent exécutées d'après des idées précon-

gues qui en faussent la valeur, et que le petit nombre d'observations sur lesquelles elles s'appuient ne peut amener à aucune conclusion sérieuse. — Il faut à la statistique un champ si large que les administrations sont seules en mesure de l'explorer.

« C'est donc au Gouvernement qu'il appartient de recueillir les faits généraux; c'est à lui d'entourer cette opération de toutes les garanties d'impartialité et de soin qui en assurent l'exactitude. D'ailleurs on ne peut nier que sous l'impulsion des savants, et devant la nécessité de connaître mieux encore que par le passé les ressources vraies du pays, la statistique officielle, dont les enseignements sont de plus en plus appréciés, n'ait fait, surtout dans ces derniers temps, de réels progrès. »

A l'occasion de ce qui vient d'être dit sur les statistiques officielles, M. Bertillon et après lui M. Chervin indiquent dans les relevés de l'état civil, principalement en ce qui concerne les mariages, certaines lacunes qu'à leur avis il serait important de combler. M. Loua, tout en reconnaissant en principe la valeur des innovations proposées, parle du danger qu'il y aurait à les multiplier, au risque de troubler l'économie des programmes actuels déjà si difficiles à remplir.

Conformément à l'ordre du jour, M. le Président invite M. Loua à lire le travail qu'il a fait sur le divorce en Belgique, d'après le tableau synoptique de M. J. Robyns. L'assemblée décide que l'article de M. Loua aussi bien que le tableau de M. Robyns seront insérés dans le journal.

M. TSCHOURLOFF annonce qu'il fera, dans la prochaine réunion, une communication sur les naissances multiples que l'heure avancée ne lui permet pas de développer en ce moment.

La séance est levée à six heures et demie.
